

S&Ds: L'industrie est vitale, l'Europe la défend

05/10/2016

A l'initiative des eurodéputés socialistes et démocrates, le Parlement européen a réclamé une stratégie de ré-industrialisation de l'Europe à la suite des annonces brutales de fermeture des usines de Caterpillar en Belgique et d'Alstom en France, dans une résolution adoptée aujourd'hui à Strasbourg.

La résolution adoptée à une large majorité - 472 voix pour, 103 contre et 99 abstentions - se prononce notamment en faveur de sanctions à l'encontre des entreprises qui pratiquent des licenciements boursiers. Les députés veulent en outre que les États membres s'inspirent de « la Loi Florange » qui oblige les multinationales qui veulent fermer un site à rechercher un repreneur.

Le président du groupe S&D Gianni Pittella s'est félicité du résultat du vote :

« Nous ne pouvons plus accepter le cynisme de multinationales comme Caterpillar. Plus de 5000 emplois directs et indirects sont menacés par la fermeture du site. Et derrière ces chiffres se jouent des drames humains. L'entreprise a décidé du jour au lendemain de fermer son site en faisant peu de cas de la situation de ses salariés. »

« Caterpillar continue pourtant d'engranger des bénéfices de verser des dividendes aux actionnaires et a bénéficié de montages fiscaux avantageux grâce à l'optimisation fiscale. »

Marie Arena, eurodéputée socialiste belge et co-auteure de la résolution, a déclaré à l'issue du vote :

« Aujourd'hui, le Parlement européen envoie un signal politique très fort à la Commission. L'Europe doit agir pour protéger son industrie et ses emplois. A notre initiative, le Parlement européen s'est prononcé en faveur de sanctions pour les entreprises qui pratiquent des licenciements boursiers. Ces sanctions pourraient prendre par exemple la forme d'un remboursement des aides publiques perçues par l'entreprise ou d'une suspension de l'accès à certains programmes européens. »

« Nous demandons que tous les travailleurs et sous-traitants soient parties prenantes dans la procédure de licenciements collectifs. Caterpillar est de ce point de vue emblématique de ce que peut être une multinationale au modèle économique destructeur pour les travailleurs. Voilà une entreprise qui continue à faire des bénéfices mais qui décide de faire passer les dividendes de ses actionnaires au-dessus des intérêts des travailleurs de Gosselies. »

« Le site est moderne, bénéficie d'une main d'œuvre jeune et très bien formée et a bénéficié d'investissements publics pour se développer. Nous comprenons que la pilule est dure à avaler pour les travailleurs de Gosselies. C'est pourquoi nous demandons à l'Europe d'écouter ce Parlement et d'agir pour éviter d'autres Caterpillar. »

Edouard Martin, eurodéputé socialiste et co-auteur de la résolution a ajouté :

« L'industrie est vitale pour l'économie européenne. Il faut la défendre et la protéger pour faire face à la concurrence des pays low-cost. Aujourd'hui, nous proposons des mesures fortes pour réindustrialiser l'Europe. Cela ne doit pas rester lettre morte, il faut faire pression encore et encore. »

« Une Loi Florange au niveau européen devrait voir le jour : Cette loi oblige les multinationales qui veulent fermer des sites à rechercher au préalable un repreneur et cela marche. Pas moins de 285 emplois sauvés sur le site de KME à Givet dans les Ardennes. Mais il faut aller plus loin. Nous devons revoir les règles de droit de la concurrence en Europe; mettre en place la responsabilité environnementale des entreprises. »

« Il faut obliger les entreprises qui ferment à revitaliser les friches industrielles pour que ces terrains soient ré exploités. Par -dessus tout, l'Europe doit définitivement tourner la page de l'austérité qui bloque aujourd'hui le développement des investissements dont a tant besoin l'économie européenne. »